



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 9 février 2010

## CONTENU

### Politique commerciale américaine

Gary Locke présente l'Initiative nationale pour les exportations ..... 1

### Relations commerciales

É.-U./Canada : la fin de la saga « Buy American »? ..... 3

É.-U./Chine : Obama hausse le ton face au géant chinois ..... 4

Études économiques et articles connexes ..... 5

## Politique commerciale américaine

### *Gary Locke présente l'Initiative nationale pour les exportations*

Le jeudi 4 février 2010, le Secrétaire au Commerce, Gary Locke, a fait l'annonce des premières étapes de la mise en place de l'*Initiative nationale pour les exportations* (NEI ou National Export Initiative). L'Initiative présentée par Barack Obama dans son discours sur l'état de l'Union du 27 janvier 2010 prévoit la création de deux millions d'emplois au cours des cinq prochaines années alimentée par la croissance des exportations américaines (voir la *Chronique commerciale américaine* du 2 février 2010). Locke a identifié trois priorités qui guideront l'Administration vers son objectif. Premièrement, l'Administration veillera à intensifier la promotion des exportations; deuxièmement, elle facilitera le financement des entreprises exportatrices, notamment les PME; troisièmement, elle veillera à une application stricte des accords de commerces et des droits de propriété intellectuelle. Locke a aussi énuméré une série de mesures applicables immédiatement pour accompagner ces priorités ainsi que la création d'un *Cabinet pour la Promotion des Exportations* (EPC ou Export Promotion Cabinet). L'EPC, composé des hauts dirigeants des Départements d'État, du Commerce, du Trésor, de l'Agriculture, ainsi que de la Banque d'import-export, du Bureau du Représentant pour le commerce (USTR) et de l'Agence américaine pour les petites entreprises (SBA), se rapportera directement au Président. L'EPC doit favoriser la coordination des différentes branches de l'exécutif directement concernées par la promotion des exportations. Il aura d'ailleurs comme premier objectif de fournir un programme détaillé de coopération interministérielle d'ici 180 jours. Pour ce faire, il harmonisera ses efforts avec le Comité pour la promotion et la coordination du commerce (TPCC) dirigé par le Secrétaire au Commerce, Gary Locke, chargé par le Président Obama d'identifier les priorités en matière de commerce de l'Administration (voir la *Chronique commerciale américaine* du 27 octobre 2009).



Gary Locke  
Sec. Commerce

Locke a exposé une série d'investissements et d'améliorations présents dans le budget 2010 qui devraient favoriser la promotion des exportations et faciliter l'accès aux marchés étrangers aux PME américaines. Le budget de l'International Trade Administration du Département du Commerce (ITA) a été augmenté de 20%, soit 78 millions \$ É-U. L'ITA possède un réseau d'experts en commerce à travers les États-Unis et le réseau d'ambassades américaines qui identifie des importateurs potentiels pour les produits américains. Ses agents devront à l'avenir mettre l'accent sur les opportunités d'exportations avec les grands marchés émergents de la Chine, du Brésil et de l'Inde. L'ITA sera aussi chargée de superviser la création d'un nouveau site internet, CommerceConnect, centralisant les services offerts aux exportateurs par le Département



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 9 février 2010

du Commerce. Le Département de l'Agriculture a lui aussi vu son budget s'accroître de 54 millions de \$ É-U exclusivement afin de promouvoir les exportations agricoles américaines.

Locke a également présenté la principale mesure de financement qui devrait permettre d'accroître les exportations. Le budget de la Banque d'import-export américaine est passé de 4 à 6 milliards de \$ É-U en 2010. L'essentiel de ces nouveaux fonds servira à financer directement ou à garantir des prêts pour les PME exportatrices. Cet accès accru au crédit devrait se jumeler aux financements prévus lors de l'annonce faite par le Président Obama, le 8 décembre 2009, de réorienter une partie des 30 milliards de \$ É-U déjà remboursés du programme d'aide aux institutions financières en difficulté, le programme TARP (*Troubled Asset Relief Program*), vers le financement des exportations des PME.

L'essentiel des mesures identifiées pour faire la promotion des accords commerciaux et des règles de droit n'est pas nouveau. Locke a rappelé l'engagement de l'Administration à défendre les droits de propriété intellectuelle, notamment par la négociation de l'Accord commercial anti-contrefaçon (ACAC). Il a aussi rappelé la priorité que l'Administration accorde à la signature d'Accords de libre-échange (ALE) dans la zone Asie-Pacifique, notamment le Partenariat Trans-Pacifique (TPP), et répété l'engagement de mener à terme les discussions du cycle de Doha à l'OMC. Locke a en outre indiqué que les efforts de l'Administration pour atteindre ce troisième objectif pourraient mener à de nouvelles démarches légales dans le cadre des mécanismes de règlement des différends de l'OMC ou des procédures spécifiques aux différents ALE entre les États-Unis et ses partenaires commerciaux. Cette déclaration est survenue à peine 24 heures après que Barack Obama ait annoncé son intention d'exiger une plus grande réciprocité de la part de la Chine dans les relations sino-américaines (voir page 4).

Différents élus démocrates clés du Congrès n'ont pas tardé à répondre de façon enthousiaste aux récents développements concernant la NEI avancés par le Secrétaire du Commerce. Le Sénateur Max Baucus (D-MT), président du Comité sénatorial des Finances, le Représentant Charles B. Rangel (D-NY), président du Comité sur les Voies et Moyen, ainsi que le Représentant Sander Levin (D-MI), président du sous-Comité du Congrès sur le Commerce, ont unanimement appuyé l'annonce du Secrétaire Locke. Cependant, Public Citizen's Global Trade Watch, une organisation non-gouvernementale (ONG) proche des démocrates, a critiqué la déclaration de Locke en rappelant qu'une majorité de Représentants démocrates avait endossé la réforme proposée par le Représentant Mike Michaud (D-ME) dans son Trade Reform, Accountability, Development and Employment Act (TRADE). Selon l'ONG, la NEI ne répond pas aux inquiétudes de ces congressistes qui souhaitent voir le présent modèle d'ALE entièrement révisé.

Pour consulter le discours de Gary Locke, voir, en ligne : US Department of commerce  
[http://www.commerce.gov/NewsRoom/SecretarySpeeches/PROD01\\_008893](http://www.commerce.gov/NewsRoom/SecretarySpeeches/PROD01_008893)

Sources : U.S. Department of Commerce « Commerce Secretary Gary Locke Unveils Details of the National Export Initiative », *Press Releases*, Washington D.C., Jeudi 4 février 2010, 4 p., en ligne : US Department of commerce [http://www.commerce.gov/NewsRoom/PressReleases\\_FactSheets/PROD01\\_008895](http://www.commerce.gov/NewsRoom/PressReleases_FactSheets/PROD01_008895) « Locke Outlines Details Of Administration's New National Export Initiative », *Inside US Trade*, Vol. 28, No. 5 - 5 février 2010, p. 1, 21-23.



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 9 février 2010

## Relations commerciales

É.-U./Canada : la fin de la saga « Buy American »?

Le Représentant américain pour le commerce, Ron Kirk, et le ministre du Commerce international du Canada, Peter Van Loan, ont annoncé la conclusion d'une entente de principe le 5 février 2010 qui devrait mettre fin au conflit canado-américain sur les clauses « Buy American » inclus dans l'« American Recovery and Reinvestment Act » (ARRA). Ces clauses limitaient l'accès aux marchés publics américains pour les entrepreneurs canadiens dans le cadre des projets d'infrastructure financés par l'ARRA en exigeant que le fer, l'acier et de nombreux biens manufacturés utilisés dans les contrats publics de construction ou de réfection d'infrastructures soient produits aux États-Unis. Ces exigences étaient considérées comme des mesures protectionnistes par de nombreux politiciens et entrepreneurs canadiens. En vertu de l'entente, les entrepreneurs canadiens auront accès aux contrats d'infrastructures publiques financés par les sommes qui n'ont toujours pas été distribuées dans le cadre de l'ARRA ainsi qu'aux contrats publics offerts dans les 37 États signataires de l'Accord sur les marchés publics (AMP) de l'OMC. En échange, le Canada permettra dorénavant aux entreprises américaines, mais aussi aux firmes de tous les États signataires de l'Accord, de soumissionner sur les contrats publics offerts par les provinces, territoires et municipalités canadiennes. Bien que les détails de l'entente n'aient pas été révélés et qu'elle reste conditionnelle à la ratification des provinces, cela représente théoriquement une adhésion complète du Canada à l'AMP. Auparavant, seuls les contrats publics offerts par le gouvernement fédéral étaient soumis à cet Accord international, qui limite l'imposition d'intrants nationaux dans la fourniture des contrats d'infrastructures octroyés par les gouvernements pour les contrats dépassant un certain montant.

Afin de conclure cet Accord, le Canada est revenu sur sa position historique, ayant toujours défendu l'argument selon lequel les entreprises canadiennes ne pouvaient concurrencer à armes égales les grandes firmes internationales dans le cadre ouvert de l'AMP. L'ouverture complète du Canada à l'AMP était cependant conditionnelle à l'abandon des mesures « Buy American » contenu dans l'ARRA. De plus, le Canada a dû concéder un accès privilégié à certains types de contrats non couverts par l'AMP jusqu'en septembre 2011. Cette ouverture réciproque a été interprétée comme une victoire diplomatique par les responsables en charge des discussions des deux pays. Dans leur communiqué conjoint, le Représentant américain pour le commerce, Ron Kirk, et le ministre du Commerce international du Canada, Peter Van Loan, ont annoncé que cette entente marquerait le début d'un processus de négociation en vue d'ouvrir les marchés publics des deux pays au-delà des limites de l'AMP de façon permanente. Un mécanisme de consultation accéléré a aussi été mis en place afin de pallier rapidement à tout conflit potentiel dans le cadre de l'entente.



USTR  
Ron Kirk



Le ministre du  
Commerce international  
du Canada  
Peter Van Loan

*« L'USTR a saisi cette opportunité afin de forcer le Canada à ouvrir ses marchés publics provinciaux, en plus de permettre un accès privilégié pour les entreprises américaines aux marchés municipaux d'infrastructure à travers le Canada. La valeur des nouveaux contrats à portée des firmes américaines s'élève à plusieurs dizaines de milliards de dollars. »*

– Ron Kirk, Communiqué de Presse, 5 février 2010.



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 9 février 2010

L'entente a soulevé l'ire des partis d'opposition canadiens. Le gouvernement fédéral avait entamé les discussions entourant l'accès aux contrats attribués dans le cadre du fond de relance américain prévu par l'ARRA le 3 août 2009 alors que des dépenses restantes totalisant 275 milliards de dollars en infrastructures sur les 787 milliards de dollars du programme au total devaient initialement être allouées avant le 17 février 2010. Bien que le programme dépassera de quelques semaines cette échéance, la large majorité des fonds ont déjà été consentis. Les sources évaluent de 18 à 75 milliards de dollars les sommes potentiellement encore disponibles pour les entreprises canadiennes en vertu du plan de relance américain.

Pour consulter la déclaration conjointe de Ron Kirk et Peter Van Loan, voir, en ligne : USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2010/february/us-canada-joint-statement-government-procurement>

Sources : Ministère du Commerce international du Canada, « Canada and United States Reach Agreement on Buy American », *News Release no.56*, 5 février 2010, en ligne : Affaires étrangères et commerce international Canada [http://www.international.gc.ca/media\\_commerce/comm/news-communiqués/2010/056.aspx?lang=eng](http://www.international.gc.ca/media_commerce/comm/news-communiqués/2010/056.aspx?lang=eng). USTR, « Kirk comments on US-Canada procurement agreement », *Press Release*, Washington D.C., 5 février 2010, en ligne : USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2010/february/kirk-comments-us-canada-procurement-agreement>. Parti Libéral du Canada, « Politique « achetez américain » : trop peu, trop tard », *Communiqués*, 5 février 2010, en ligne : Parti libéral du Canada [http://www.liberal.ca/fr/newsroom/media-releases/17452\\_politique-achetez-americain---trop-peu-trop-tard](http://www.liberal.ca/fr/newsroom/media-releases/17452_politique-achetez-americain---trop-peu-trop-tard). Inside US Trade, « U.S., Canada Announce Buy American Deal, Provinces To Sign On To GPA », *Daily News*, 5 février 2010.

### *É.-U./Chine : Obama hausse le ton face au géant chinois*

Lors d'une rencontre avec des sénateurs démocrates le 3 février dernier, le Président Obama a répondu aux questions du Sénateur Arlen Specter (D-Pa.) concernant les manquements présumés de la Chine à ses obligations commerciales en vertu des Accords de l'OMC. Il a annoncé que les États-Unis opposeraient une politique plus ferme à l'égard du géant asiatique. Précédant l'annonce de son Secrétaire au Commerce Gary Locke, Barack Obama a déclaré que le gouvernement américain exigerait une plus grande réciprocité de la part de ses partenaires commerciaux et que plusieurs nouvelles démarches légales pourraient être portées devant le mécanisme de règlement des différends de l'OMC concernant les engagements de la Chine. Le Président en a profité pour s'attaquer aux manipulations indues des taux de change, une critique à peine voilée de la politique monétaire chinoise.

*« L'approche que nous favorisons est d'être plus sévère quant à l'application des règles de droit afin de mettre plus de pression sur la Chine et nos autres partenaires commerciaux pour les forcer à ouvrir leurs marchés de façon réciproque. »*

*– Barack Obama, Période de questions avec des Sénateurs démocrates, 3 février 2010.*

Cette approche plus agressive de l'Administration envers la Chine et sa fermeté à faire appliquer les règles de droit commercial coïncident avec la fin du processus de révision de la politique commerciale américaine. Tout en rejetant la proposition du Sénateur Specter de faire pression pour expulser la Chine de l'OMC, le Président a réitéré que la région asiatique dans son ensemble serait la principale cible de croissance des exportations américaines et que l'Administration comptait sur les PME pour soutenir cette croissance.

Pour consulter la transcription de la période de questions du Président Obama au Sénat, voir, en ligne : The White House <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-senate-democratic-policy-committee-issues-conference>



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 9 février 2010

Sources : « Obama Promises Tougher Enforcement On China, More Currency Pressure », *Inside US Trade*, Vol. 28, No. 5 - 5 février 2010, p. 1, 19-20.

---

## Études économiques et articles connexes

C. Fred Bergsten, « How Best to Boost US Exports », *Washington Post*, 3 février 2010, en ligne : Peterson Institute for International Economics <http://www.iie.com/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1481>

« A Year After Implementation of Peru Free Trade Agreement, U.S. and Peru Left with Broken Promises, No New Trade Model », *Public Citizen*, Washington D.C., 1 février 2010, en ligne : Public Citizen [http://www.citizen.org/pressroom/print\\_release.cfm?ID=3038](http://www.citizen.org/pressroom/print_release.cfm?ID=3038)

Doug Palmer, « Obama export plan includes trade deals - Geithner », *Reuters*, Washington D.C., 4 février 2010, en ligne : Bilaterals.org [http://www.bilaterals.org/article.php?id\\_article=16727&lang=en](http://www.bilaterals.org/article.php?id_article=16727&lang=en)

Demetrios Marantis, *Remarks By Ambassador Demetrios Marantis On U.S.-Malaysia Engagement And U.S. Trade Priorities In Asia*, USTR, Washington D.C., 3 février 2010, en ligne : USTR <http://www.ustr.gov/remarks-ambassador-demetrios-marantis-us-malaysia-engagement-and-us-trade-priorities-asia>

---

### Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique :** Christian Deblock

**Recherche et rédaction :** David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)

